ESSACHESS – Journal for Communication Studies

Les medias occidentaux face à la crise militaire russo-ukrainienne: quel impact en Afrique de la sémantique d' « aggression? »

ESSACHESS –
Journal for Communication Studies
Volume 16 Issue 2(32), p. 35-53
© The Author(s) 2023
Reprints and Permission:
© ESSACHESS
https://www.essachess.com/
DOI: 10.21409/essachess.1775-352x

Cite: NOA, S. (2023). Les médias occidentaux face à la crise militaire russo-ukrainienne : quel impact en Afrique de la sémantique d' « aggression? ». *ESSACHESS*. 16(32) : 35-53. https://doi.org/10.21409/P5CC-GS46

Sylvestre NOA
Docteur, CERESC, Université de Yaoundé 1, CAMEROUN
e-mail: sylvestrenoa@gmail.com

Résumé : Lors de sa tournée africaine à la fin du mois de juillet 2022, le président français Emmanuel Macron a tancé à plusieurs reprises l'attitude hypocrite de l'Afrique face à la crise armée en Ukraine. La neutralité africaine pour le président français, n'est pas un *ni ni*; mais un soutien à peine voilée, qui permet à la Russie d'échapper à la stratégie politique occidentale de son isolation diplomatique. Cette stratégie repose principalement sur la force des médias en tant que porte-voix de la lecture occidentale du conflit armé russo-ukrainien. Elle met en avant l'idée d'une agression ou de l'invasion. Le présent article examine cette communication de guerre déployée à travers des éléments de langage qui se ressourcent sur la notion d'agression, et son impact dans des contrées lointaines à l'instar de l'Afrique. Le texte postule que dans cette guerre occidentale de contrôle de l'opinion, la réalité politique précède en fait la voix de leurs médias. En s'appuyant sur la théorie du behavoralisme, cet article montre en effet que la communication de guerre et ses résultats, dépendent entièrement de la considération politique des belligérants directs et indirects par les destinataires. En d'autres termes, les opinions sur le conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, ne se font pas et ne se défont pas au gré du compte rendu ou du traitement

Article received on December 23, 2022. Article accepted on May 11, 2023.
Conflict of Interest: The author(s) declare(s) no conflict of interest.

de cette actualité par les médias, mais de la réputation politique forgée de longue date par le public cible sur les différents belligérants.

Mots-clés : Afrique, agression, impact, médias, Occident

***

Western Media facing the Russian-Ukrainian Military Crisis: What Impact in Africa does the Semantics of "Aggression" have?

Abstract: During his African tour at the end of July 2022, French President Emmanuel Macron repeatedly criticised Africa's hypocritical attitude towards the armed crisis in Ukraine. For the French president, African neutrality is not an either/or, but a thinly veiled support, which allows Russia to escape the Western political strategy of diplomatic isolation. This strategy relies mainly on the strength of the media as a megaphone for the Western reading of the Russian-Ukrainian armed conflict. It puts forward the idea of aggression or invasion. This article examines this communication of war deployed through elements of language that draw on the notion of aggression, and its impact in distant lands such as Africa. The text posits that in this Western war of opinion control, political reality actually precedes the voice of their media. Based on the theory of behaviouralism, this article shows that war communication and its results depend entirely on the political consideration of the direct and indirect belligerents by the recipients. In other words, opinions on the armed conflict between Russia and Ukraine are not made or broken by the media's reporting or treatment of the news, but by the political reputation that the target audience has long built up about the various belligerents.

Keywords : Africa, aggression, impact, media, West

***

Introduction

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en décembre 1999 se matérialise par une volonté de retour en puissance de la Russie dans le monde. Le retrait constitutif à la dislocation de l'Union soviétique avait laissé augurer une ère où la première nation slave au monde aurait décidé d'abandonner toute forme de lutte d'influence géopolitique, concédant ainsi à l'Occident la plénitude du rayonnement mondial. C'était le temps d'une décennie. Poutine et son régime inquiètent. Considérés comme des nostalgiques de l'URSS, leur attitude symbole d'une Russie en quête d'espace de puissance suscite des inquiétudes. Les maintes assurances du Président Russe d'un non-retour à l'empire soviétique ne convainquent personne en Occident ; d'autant plus qu'il n'a jamais caché son désarroi face à l'effondrement de l'URSS, qu'il considère généralement comme la plus grande catastrophe géopolitique du XX^{e} siècle. Les puissances occidentales voient en conséquence les actions russes comme une volonté de rogner leur puissance mondiale. Dans le discours communicationnel porté par leurs médias, la Russie passe au crible des accusations dénonçant son hégémonisme. Au départ, cet hégémonisme était réduit à la

déstabilisation des démocraties occidentales (Limonier, K. & Gérard, Ces, 2017, 151) par le financement supposé des partis de l'extrême droite (Lebourg, C, 2016) irrespectueux de la démocratie et des droits de l'homme. On la voit ainsi derrière l'élection de Trump à la Maison Blanche en 2016 (Limonier, K. & Gérard, C, 2017). On l'accuse d'être à l'origine, grâce aux multiples appuis financiers (Corporate Europe Conservatory, 2019), à la montée fulgurante des partis haineux (Limonier, K. & Gérard, C, 2017, 152 et 159) : le Rassemblement National en France, La Ligue en Italie, le Fidesz en Hongrie, UK en Grande-Bretagne. Ces affirmations tendent à attester l'existence d'un projet impérialiste qui pousse la Russie à vouloir reproduire dans les démocraties occidentales son système civilisationnel. Le lancement de l'opération militaire en Ukraine représente dès lors pour les Occidentaux un acte supplémentaire de cet impérialisme boulimique. Ainsi, après les tentatives de déstabilisation des démocraties occidentales et de la diabolisation de l'occident à travers le monde, la Russie avec son intervention militaire en Ukraine passe à un stade plus élevé de son projet impérial. Cette situation déclenche en conséquence une levée de boucliers en Occident, avec un durcissement de la dénonciation et de la critique contre cette puissance qui depuis une vingtaine d'années ne lui inspire aucune confiance. Cette intervention militaire vient attester ses craintes décennales, qui n'ont cessé de voir la Russie en puissance revancharde, ayant entrepris aujourd'hui une offensive agressive par le recours à la force armée. Ce discours de l'agressivité russe, au paroxysme avec l'intervention militaire en Ukraine, est largement partagé dans le monde occidental et relayé par son dispositif médiatique. En effet, la guerre en Ukraine dans le rendu médiatique occidental est l'œuvre d'un agresseur en quête d'assouvissement de ses lubies impérialistes. Ce constat implique en conséquence une réaction des « pacifistes », à la lumière de la Charte des Nations Unies (1945). Mais dans les faits, les « pacifistes » de tout bord, ne chantent pas à l'unisson cette rengaine. Au-delà du monde occidental et singulièrement en Afrique, cette communication peine à convaincre. On y voit plutôt une indifférence qui traduit un refus de condamner la Russie. Alors que les faits de l'agression pour le monde occidental sont clairement établis, cette indifférence étonne. Nul doute la communication de guerre sous le prisme occidental a été surestimée, de même que sa possible neutralisation par la riposte communicationnelle russe en version RT et Sputnik. La théorie du béhavioralisme mobilisée comme cadre d'analyse de ce texte, montre pourtant que le changement des comportements par le biais des médias est une incertitude. Les comportements humains sont le plus souvent déterminés par une multitude d'autres facteurs. Et pour le cas d'espèce, l'actualité des évènements ne pèse pas dans la formation des opinions africaines en faveur d'une théorie de l'agression de l'Ukraine mise en avant par les chancelleries occidentales et amplifiée par leurs médias. Il faut donc plutôt interroger le passé, c'est-à-dire, l'histoire des rapports propres de l'Afrique avec le monde occidental.

1. La « notion d' « agression » sous l'angle de la théorie du béhavioralisme

La crise militaire russo-ukrainienne comme toute crise suscite un engouement médiatique ; et donne lieu à diverses stratégies de communication. La première partie de ce texte se penche sur la stratégie occidentale et sa sémantique de l' « agression » (1.2). Mais bien avant, il fournit une compréhension de la théorie du béhavioralisme qui permet d'en savoir un peu plus sur l'influence relative des médias sur les comportements (1.1) et donc de la distanciation africaine traitée dans la deuxième partie du texte.

1.1 Le behavioralisme et l'incertitude du changement des comportements

Une part importante des sciences de la communication est consacrée à l'étude des effets des médias. Il s'agit de prêter attention sur les réactions humaines qui naissent d'un acte de communication. En effet, la communication est destinée aux hommes. Elle est donc essentiellement intéressée. Les auteurs d'un acte de communication ciblent un intérêt particulier. Ils cherchent toujours à obtenir des destinataires une réaction qui répond à leurs attentes. Le béhavioralisme analyse tout cet ensemble. Mais les travaux pionniers américains devenus des classiques dans le domaine constatent tous une relative influence de la communication. Mais ce dont il est surtout question, c'est le support à partir duquel la communication s'effectue. Dans ces travaux, ce qui est mis en doute, c'est moins la puissance de la communication que l'impuissance des médias.

Les travaux des spécialistes américains de la communication dès les années 1940 établissent sans ambages une impuissance des médias à transformer les comportements humains. Or, toute stratégie de communication se penche d'abord sous le prisme des médias. Il ne saurait en être autrement notamment du fait de la capacité de projection des médias. Les médias accroissent la résonance des messages en leur donnant la chance d'atteindre des publics très larges. Les médias massifient le message, là où leur absence les aurait limités dans une sphère ne dépassant pas les émetteurs. Pour cette raison, impossible de les ignorer. S'ils se présentent ainsi comme une nécessité, leur efficacité n'est pas pour autant garantie.

Dans *The People's Choice*, Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson, et Gaudet (2021), montrent le faible impact qu'ont les médias dans la décision de vote. Les gens qui votent, ne suivent pas nécessairement un mot d'ordre des médias. D'ailleurs, très peu y répondent. Les relations interpersonnelles ont une prégnance dans la formation de l'opinion des individus. Ce constat revient dans *Voting*, écrit par Berelson, Lazarsfeld et McPhee (1986) ; de même que dans *Personal Influence* de Elihu Katz et Paul Lazarsfeld (2008). Ainsi, le vote comme le montre *The People's Choice*, est avant tout une expérience de groupe. Les gens qui partagent ensemble un même quotidien, famille, travail, association, ont plus de chance d'avoir un vote identique. *Personnal Influence* va plus loin, en montrant qu'en réalité il existe deux situations de communication, que Elihu Katz et Paul Lazarsfeld *nomment the two step flow of communication*. Selon eux, les messages des médias sont interceptés au premier niveau par les leaders d'opinion. Les médias ne sont donc pas directement en contact

avec les citoyens ordinaires. Ils transitent par ces leaders qui se chargent de répercuter leur message. Ce faisant, ces leaders d'opinion ne transmettent pas forcément la pensée originelle, mais bien celle qui convient à leurs intérêts ainsi que l'indique Gingras (2003).

> La communication de masse, (…) n'est en elle-même ni nécessaire ni suffisante pour engendrer des effets sur le public, et son impact dépend d'un ensemble de facteurs médiatisants et influents : d'abord les normes de groupes auxquels appartiennent les individus, ensuite la diffusion interpersonnelle du contenu de la communication et l'exercice du leadership d'opinion, et enfin les prédispositions des gens, c'est-à-dire la mémoire, l'exposition et la perception sélectives. L'impact des médias dans les changements d'opinion s'avère rare et limité à des circonstances spécifiques dans lesquelles les facteurs médiatisants agissent favorablement. De plus, l'efficacité occasionnelle de la communication est modulée par différents aspects du média, du contenu, ou de la situation de communication. (Gingras, 2023, p.18)

Toutefois, pour Maxwell McCombs et Donald Shaw (1972), on ne peut denier aux médias la moindre influence. La notion d'*agenda setting* qu'ils développent est assez révélatrice. Pour l'*agenda setting*, si les médias ne participent pas à la formation des opinions, ils contribuent au moins à la définition des thématiques autour desquelles se construisent les débats sur l'espace public. Selon ces auteurs, ce sont les médias qui créent les sujets de discussion. En ce sens, on peut ajouter que ce sont également ces médias qui mettent fin aux débats, en remplaçant les sujets précédents par de nouveaux faits d'actualité.

Ainsi, il y a bien une relation entre les médias et les publics, même si les doutes subsistent quant à qui prend l'ascendant sur l'autre. Raison pour laquelle Kurt et Gladys Lang (1981) parlent plutôt d'un *agenda building* qui renvoie à une interpénétration entre trois mondes : les médias, les publics et les décideurs. Ces trois mondes se communiquent et s'auto-influencent.

Au final, ce qu'on peut retenir en parcourant cette théorie du behavioralisme c'est le fait que la communication aussi puissante soit elle, est faite en direction des individus qui ne sont pas des logiciels programmés d'avance pour s'exécuter. Aucune commande automatique ne peut ainsi les actionner pour agir au gré des communicants, en dépit de la pertinence des arguments qui peuvent être développés.

1.2. La notion d'agression : creuset de la communication de guerre occidentale

Les moments de crise vitalisent l'activité médiatique. Les médias sont presque de ce fait, à l'affût de la moindre crise. La crise est une bonne affaire, parce qu'elle permet de vendre et de rendre leur activité plus utile. De ce point de vue, il est impossible pour un média d'ignorer une crise au risque de compromettre son existence. Plus encore, les médias appartenant à la société, ils se trouvent embarqués, mal gré, bon gré, par les intérêts existants. Dès lors, il leur devient difficile d'observer une indifférence. Dans le cas de la crise ukrainienne, la rhétorique

communicationnelle occidentale se construit autour de la sémantique de l'agression. Ce discours a un double objectif. Il vise d'une part, à démontrer le caractère immoral et barbare de l'option armée russe. D'autre part, il permet de justifier moult initiatives de solidarité en faveur de l'Ukraine dans l'espérance d'une déroute russe dans le champ de bataille. La rhétorique de l'agression permet en effet de légitimer toutes les mesures de rétorsion prises contre la Fédération de Russie.

L'agression comme élément de langage principal de la communication occidentale sur la crise ukrainienne n'est pas anodine. Cette notion sur la scène internationale contemporaine rappelle le spectre des deux grandes guerres. Or, précisément, la scène internationale post 1945 se veut aseptisée de tout conflit d'envergure qui pourrait répéter l'expérience de la première et de la deuxième guerre mondiale. La paix perpétuelle qui tend à s'imposer comme paradigme de la société internationale actuelle, ne souhaite laisser aucune place à l'agression, qui comme rappelé ne vise uniquement qu'à ressusciter le monstre (la grande guerre). Le mot n'est donc pas choisi au hasard. Et on le constate, il ne date pas de l'opération militaire russe. C'est un mot responsable de deux guerres mondiales. Il a fini par faire de la guerre, non pas une continuation de la politique par d'autres fins comme dirait Carl Von Clausewitz, mais un fléau qui inflige d'indicibles souffrances pour reprendre le préambule de la Charte des Nations Unies (1945).

Dès lors, quiconque se rend coupable d'un tel acte, constitue une menace pour la survie humaine, au vu des précédents historiques qui ont amené à bannir ce mot comme modalité de rapport entre les Nations. L'Organisation des Nations Unies est justement née pour que plus jamais ne prospère l'agression et que s'accomplisse l'idéal de la paix perpétuelle si chère à Emmanuel Kant. Ainsi, en présentant l'action militaire russe en Ukraine comme un acte d'agression, on ne se situe plus seulement dans un simple processus d'étiquetage (Becker, 2012). Il s'agit en outre d'un vibrant appel aux rassemblements et à la mobilisation générale de tous en vue d'une expédition punitive contre l'agresseur. Les mesures de représailles doivent en effet avoir à la fois un fondement juridique et légitime pour parvenir à leur donner toute la force nécessaire. Il est surtout question de disposer du droit d'agir, afin que les représailles en elles-mêmes ne puissent faire allusion à des soupçons de malveillance. C'est la recherche d'une caution morale devant inscrire les mesures de rétorsions dans l'acte de salut. En effet bien que la force soit malvenue, l'agression appelle plutôt à son légitime recours. En d'autres termes, la force lorsqu'elle répond à un acte d'agression n'est pas un fléau. Elle est plutôt salutaire. En élaborant le langage communicationnel sur l'intervention russe en Ukraine à partir de la notion d'agression, ses auteurs tancent la force funeste. Mais en retour, ils se positionnent en porteur d'une force vitale.

La Charte des Nations Unies (1945), socle de la société internationale contemporaine, dans son chapitre VII (Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression), leur donne pleinement raison en faisant le distinguo entre une force participant d'un acte d'agression et une force destinée à préserver la paix et la sécurité internationales. L'article 39 fait le constat des

agresseurs et impose l'engagement des mesures répressives. Celles-ci deviennent un impératif pour les non-agresseurs, qui ont deux palettes de mesures à leurs dispositions : la contrainte non-armée prévue à l'article 41 et la contrainte armée énoncée à l'article 42.

La distinction faite entre la contrainte non-armée et armée signifie que la mise en œuvre dépend forcément de l'appréciation de la situation. La nature de l'agression conditionnera le type de contrainte à opérationnaliser. On remarque néanmoins qu'il y a une graduation. Les termes de l'article 41 illustrent une situation moins périlleuse pour la paix et la sécurité internationales :

> Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques.

L'article 42 par contre montre que ladite situation est désespérante et amène en quelque sorte à jouer le va-tout :

> Si le Conseil de sécurité estime que les mesures prévues à l'Article 41 seraient inadéquates ou qu'elles se sont révélées telles, il peut entreprendre, au moyen de forces aériennes, navales ou terrestres, toute action qu'il juge nécessaire au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales. Cette action peut comprendre des démonstrations, des mesures de blocus et d'autres opérations exécutées par des forces aériennes, navales ou terrestres de Membres des Nations Unies.

La lecture médiatique occidentale de la crise par le lexique de l'agression revendique automatiquement l'application du chapitre VII de la Charte contre la Russie. En effet, même si jusqu'à présent, le Conseil de sécurité des Nations Unies ne s'est prononcé sur la qualification des faits à cause du manque de consensus, notamment entre ses membres permanents, les Nations occidentales estiment que la réalité de la crise ne requiert pas de commentaires contraires. L'évidence d'une agression s'impose et par conséquent, il n'y a pas lieu d'attendre un constat des faits du Conseil de sécurité pour que les termes du chapitre VII de la Charte s'appliquent. Raison pour laquelle, aussitôt l'intervention russe lancée, la réaction des dirigeants occidentaux ne s'est pas fait attendre. Jusqu'à date, cette réaction reste dans l'esprit de l'article 41 de la Charte. Le secteur productif et financier russe subit ainsi des sanctions avec en idée l'assèchement de la ressource militaire. Le pari consiste au fait que l'effondrement probable de l'économie russe sous l'effet des sanctions entraînera un arrêt de l'intervention militaire gourmande en ressources financières et matérielles. Dans la même veine, on tente de construire l'isolation diplomatique de la Russie.

Bien qu'elle soit une grande puissance, la Russie ne peut vivre en autarcie. De l'interaction ou des échanges entre les États dépendent leur survie. L'isolation diplomatique n'est donc pas une moindre mesure. Les relations diplomatiques sont en effet le socle fondateur de l'État moderne. Car si on admet que le territoire, le gouvernement et la population relèvent des éléments constitutifs de l'État, il faut relever cependant que l'époque contemporaine impose explicitement une reconnaissance par les autres États. En d'autres termes, le manque de reconnaissance d'un État par d'autres, l'exclut explicitement du concert des Nations. Dès lors, sa statolité va s'inscrire dans l'ordre de la revendication et non de la consécration. Plusieurs entités à travers le monde comme la Palestine, connaissent cette situation qui les maintient au stade de demi-état ou de pseudo-état. La République Populaire de Chine manœuvre excellemment ce levier pour affaiblir Taïwan sur la scène internationale avec la perte progressive de ses soutiens diplomatiques. Invraisemblable au départ, la Chine lentement et sûrement impose presque à l'ensemble de la communauté des Nations, Taïwan, comme une continuité de son territoire. Des victoires diplomatiques qui sans doute préparent ou feraient mieux accepter l'idée d'un retour de Taïwan à la maison. La reconnaissance diplomatique est de ce point de vue un bouclier de la souveraineté des États, la garantie de leur entrée dans un club très sélectif.

En appliquant donc l'article 41 de la Charte (sans aval du conseil de sécurité des Nations Unies), les Nations Occidentales espèrent récolter des fruits qui en découlent. Même si le Conseil de sécurité ne s'y est prononcé, ils préjugent de la légitimité de leur démarche. C'est la raison pour laquelle le Président Emmanuel Macron peut exprimer sa déception de voir l'Afrique à la marge de cette stratégie d'isolation diplomatique mise en œuvre par l'Occident. Le président français voit en effet une part de responsabilité que le continent africain refuse d'assumer dans cette application hors cadre onusien de l'article 41 de la Charte des Nations Unies. Suivant ce raisonnement, s'il faut considérer une non-implication dans la phase des sanctions économiques et autre gel des avoirs, l'absence de soutien à l'isolation diplomatique pour les Occidentaux demeure incompréhensible. Les faits seraient si évidents qu'ils ne devraient rester impunis conformément aux dispositions de la Charte. On peut ainsi voir que le devoir de solidarité de l'Occident vis-à-vis de l'Ukraine ne s'arrête pas uniquement à l'application de l'article 41 de la Charte (avec peut-être une évolution vers l'article 42 dans le futur), il se matérialise également par le soutien à l'effort de guerre avec la fourniture des armes. Dans le cas d'espèce et selon leur entendement, ce matériel militaire ne vise pas à faire la guerre, mais à résister contre l'envahisseur russe. Il n'est de ce fait pas possible d'y voir une forme de cobelligérance comme le soutient la partie russe. Car l'argument de l'agression mis en avant par le côté occidental, lui autorise d'agir en livrant des armes à la partie considérée comme agressée. De ce point de vue, il n'y a pas de raison d'y voir un comportement belliqueux, le droit international penchant en leur faveur. Sans aucun doute, pour ce cas de figure aussi, le monde occidental fait là une interprétation de l'article 51 de la Charte qui traite de la légitime défense face à une situation considérée comme agressive.

2. Conflit armé en Ukraine : déconnexion africaine d'une communication de guerre (2014-2023)

La sémantique de l'agression a du mal à s'imposer dans les opinions africaines. En toute ignorance de la théorie du béhavioralisme, RT et Sputnik, maillons essentiels de la nouvelle stratégie de communication russe sont indexés par les milieux occidentaux (1). Or, à bien y avoir, l'opinion africaine à l'opération militaire en Ukraine se forge en marge d'un discours médiatique pro-russe, mais dans le rapport historique du continent avec l'Occident (2).

2.1. RT et Sputnik en Afrique: des nains informationnels au banc des accusés

C'est au courant de l'année 2022 que RT, la vedette du nouveau dispositif médiatique russe a entrepris d'ouvrir son premier bureau en Afrique. Ceci intervient plusieurs années après l'avoir fait dans d'autres contrées du monde particulièrement en Occident. Ainsi, s'agissant des chaînes étrangères en Afrique, le continent demeure la chasse gardée des médias occidentaux[1]. Ces chaînes surclassent en audience beaucoup de médias nationaux. Les Africains suivent majoritairement les chaînes étrangères du grand empire occidental. L'absence des médias russes permet ainsi à ceux occidentaux de mieux quadriller la zone et d'asseoir leur hégémonie. Dans l'espace communément appelé Afrique francophone, le leader du marché dans la distribution des images est une firme étrangère, Canal+ Advertising, filiale du Groupe Bolloré. Grâce à cette position Canal + impose à des millions d'Africains de la zone francophone leurs préférences médiatiques. Canal + participe à cet effet à la construction de l'audience des médias. Il ne fait de doute que pour un média en quête d'audience, la meilleure plateforme de distribution reste Canal +. Dans l'espace francophone, il offre les plus grandes possibilités d'atteinte des consommateurs. Canal + est donc à la limite un faiseur d'audience[2]. Selon ses convenances, il peut participer à élever ou à baisser l'audience d'un média. La chaîne d'information Afrique Media en avait fait l'amère expérience. Sa ligne éditoriale anti-occidentale et pro-russe lui a valu le retrait du bouquet Canal+ le 29 juillet 2014 participant ainsi à réduire significativement son audience. Cette situation plus que jamais ne peut que faire des médias russes des réels nains informationnels. Ceux-ci sont en effet complètement

---

[1] Selon les données d'Africascope (la mesure d'audience Radio et TV de référence dans 8 pays d'Afrique Subsaharienne) les 10 chaines les plus regardées en Afrique francophone sont : Novelas Tv, TV5 Monde, Trace Africa, Canal+ Sport, France 24, Nollywood Tv, Action Tv, A+ Tv, Trace Urban et TF1. Toutes ces chaines sont éditées par les sociétés françaises. https://www.telesatellite.com/actu/50279-le-top-10-des-chaines-les-plus-regardees-en-afrique-francophone.html

[2] Suivant les données présentées par Africascope en 2021, près d'un téléspectateur sur 2 regarde les chaînes commercialisées par CANAL+ ADVERTISING ». CANAL+ ADVERTISING s'impose comme un acteur majeur, avec des Parts d'Audiences cumulées : Burkina Faso (43%), Cameroun (33%), Congo (63%), Côte d'Ivoire (60%), Gabon (58%), Mali (44%), RDC (47%) et Sénégal (27%). https://news.abidjan.net/articles/690835/medias-une-etude-confirme-le-leadership-de-canal-en-afrique-francophone-subsaharienne

absents du bouquet Canal +. Ce faisant, ils sont tenus loin d'une quelconque influence de l'opinion en Afrique.

L'ouverture du premier bureau de RT en Afrique et l'annonce de l'ouverture d'autres bureaux au sein du continent participent concrètement à l'enrichissement des chaînes étrangères en Afrique. RT qui s'implante et Sputnik Afrique qui exerce déjà, arrivent dans un monde très vieux ; qui a déjà sédimenté beaucoup d'habitudes et de pratiques. Les chaînes étrangères occidentales ont des décennies d'avance ; et malgré des voix qui s'élèvent contre elles au sein du continent, elles continuent d'être des canaux d'informations très courus. Il va donc encore falloir du temps pour que le public africain se familiarise aux nouveaux venus. Il y a véritablement une demande alternative en matière d'informations. Encore faut-il maintenant que les chaînes russes puissent trouver des bons filons pour s'insérer dans un marché saturé et où les acteurs en position hégémonique travaillent à casser toute concurrence. L'expérience d'Afrique Media le rappelle d'ailleurs. Alors qu'elle est fortement plébiscitée, elle ne peut malheureusement atteindre efficacement tout son public à cause de certaines barrières savamment implantées. De nombreux fans d'Afrique média sont pris dans un dilemme, tiraillés entre « le meilleur distributeur » des chaînes et leur chaîne télé préférée. Beaucoup n'ont pas le courage de dire non à Canal+ pour suivre Afrique Media dans les bouquets qui lui accordent une plage, Rascom, SES Astral ou Eutelsat. RT risque être confronté à cette réalité.

C'est dire que la très forte attention occidentale à chercher l'impossible isolation diplomatique de la Russie au travers de l'offensive de RT et Sputnik, relève de l'excès. Encore que l'écoute et le suivi de l'actualité internationale ne sont pas une priorité des téléspectateurs et auditeurs sur le continent. Le divertissement reste de loin l'objet phare de l'audience. En Afrique francophone 2022, les chaînes de sport, de télé novelas, de musique, encore une fois, devancent celles d'informations[3]. D'ailleurs, l'un des grands succès du bouquet de l'opérateur Canal+ repose sur une offre sportive très alléchante, avec une couverture des plus grands événements sportifs mondiaux diffusés à travers ses propres chaînes. Canal + n'est pas seulement un distributeur d'images. Il est également propriétaire de chaînes de télévision, dont le nombre est sans cesse croissant, avec à chaque fois le succès au rendez-vous.

Par ailleurs, la terreur exercée par RT et Sputnik dans les milieux occidentaux est aussi liée à une parfaite adaptation à l'univers numérique. RT par exemple se revendique comme l'une des chaînes les plus suivies sur la toile (Matelas, T, 2018, 934). Sputnik news à côté de sa version Radio, est un média exclusivement en ligne. La réorganisation du dispositif médiatique russe s'inscrit parfaitement dans l'ère du temps, celui de la digitalisation. On peut donc dire que la Russie a gagné son pari de la présence médiatique dans le monde. Comme tout à l'heure avec les médias classiques, les médias en ligne russes ne sont pas les plus consultés en Afrique. Ils

[3]https://adweknow.com/africascope-tv-20212022-novelas-tv-aaivoire-et-canal-sport-les-chaines-les-plus-regardees-en-afrique-francophone-subsaharienne/

sont plus présents dans le cœur de cible de la nouvelle stratégie informationnelle russe. C'est là-bas que les investissements sur le numérique se concentrent. Les comptes sur les réseaux sociaux de RT par exemple sont liés aux chaînes ouvertes dans le monde. Au-delà des raisons évoquées préalablement, il y a aussi les capacités technologiques qu'il faut prendre en considération. Internet, la principale ressource de la blogosphère a un taux de pénétration encore faible en Afrique comme on peut le voir sur la figure ci-dessous.

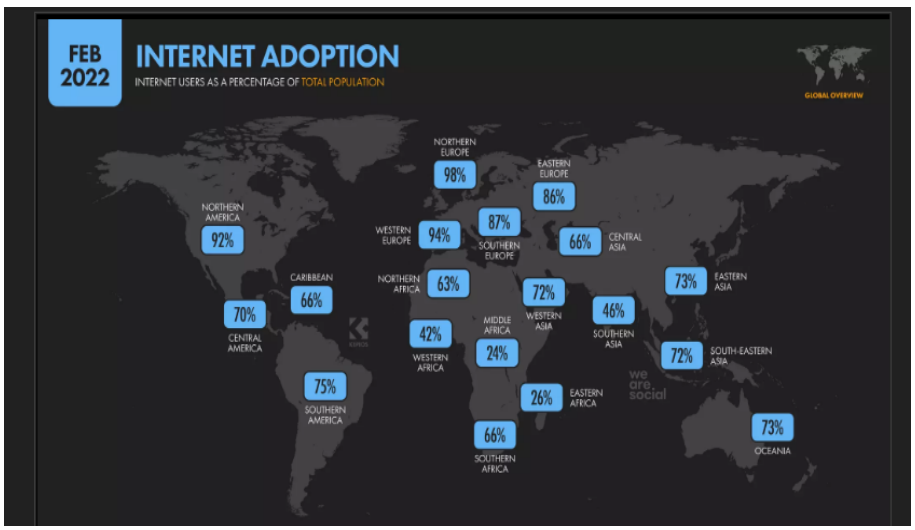


Figure 1. *Taux d'accès à internet dans le monde en février 2022 (Source :datareportal.com le 20 décembre 2022)*

L'Afrique reste le continent le moins desservi. Naturellement, elle est moins exposée plus que d'autres à la vie numérique. Au Cameroun, seule 33.5% de la population en février 2022 fait usage d'internet. En général, internet reste une affaire minoritaire. Ce n'est pas encore un canal sur lequel on peut faire une grande mise pour espérer un grand impact. En clair, les records d'audience en ligne de RT ou de Sputnik lui viennent d'ailleurs, des contrées mieux desservies en internet. On peut aussi le voir plus en détail avec les réseaux sociaux. Alors que leur usage semble entrer dans les habitudes partout dans le monde, en Afrique, ils touchent une partie marginale de la population. Pourtant, c'est aussi dans ces réseaux sociaux que les médias russes bousculent l'hégémonie occidentale. Seule une poignée d'individus en Afrique peut donc être au contact du traitement de l'actualité sur les réseaux sociaux par les chaînes russes. Les données de février 2022 reprises ci-dessous montrent cette part marginale de la fréquentation des réseaux sociaux par les publics africains.

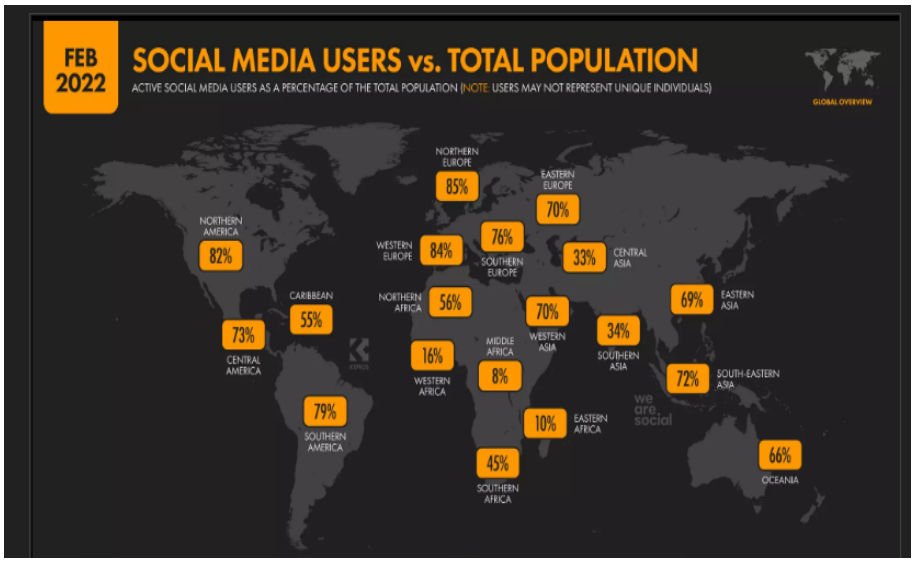


Figure 2. *Taux de fréquentation des réseaux sociaux dans le monde en février 2022 (Source :datareportal.com le 20 décembre 2022)*

Au vu de ces données, on peut constater que la propagande alleguée des médias russes par l'opinion occidentale, touche très peu les populations africaines. Encore faut-il même que celles d'entre elles présentes sur les réseaux sociaux s'intéressent à ces médias. En effet, beaucoup d'utilisateurs des réseaux sociaux ont d'autres préoccupations qui les éloignent de la « propagande » des médias russes. You tube qui constitue peut-être le plus grand succès en ligne de RT, n'entre pas dans les préférences des youtubeurs. Au Cameroun singulièrement, les médias russes ne font pas partie des préférences des abonnés de You tube. Leurs intérêts sont ailleurs, bien loin de l'univers des médias d'information encore moins des médias russes. Les recherches effectuées par les internautes camerounais sur You tube durant l'année 2021 lèvent tout le doute.

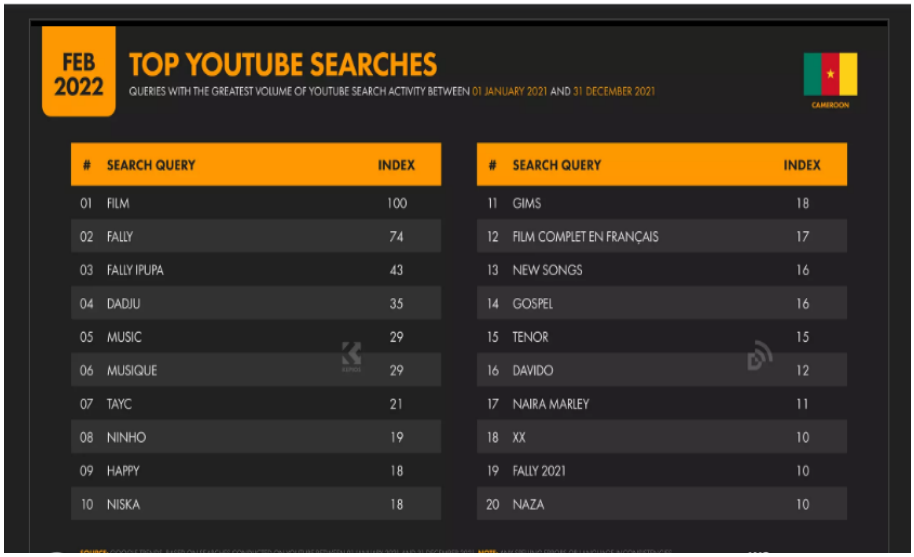


Figure 3. *Recherche les plus effectuées sur youtube au Cameroun en 2021 ((Source :datareportal.com le 20 décembre 2022)*

Le divertissement constitue l'attraction phare des internautes camerounais sur You tube. La crainte d'un continent en russophonisation par l'action des médias tels que RT et Sputnik news une fois encore se trouve exagérée. Les politiques occidentales ne doivent pas chercher l'échec de l'isolation diplomatique dans l'action médiatique russe. Depuis le déclenchement de ce que les Russes appellent opération militaire spéciale le 24 février 2022, il y a eu une intense implication médiatique occidentale tentant de présenter la Russie comme un paria que l'ensemble de la communauté internationale devait traiter comme tel. C'est cela que le président Macron a appelé les mesures d'isolation diplomatique, en appui aux sanctions économiques. Ce travail médiatique résonne en écho en Afrique, parce que passant essentiellement par les médias mainstream occidentaux dont la présence est plus significative sur le continent comparativement aux médias russes. Seulement, l'effet escompté de ce travail médiatique occidental ne suit pas. Le message visiblement tombe dans les oreilles de sourd. Emmanuel Macron s'en trouve en conséquence choqué et l'a exprimé lors de sa dernière tournée africaine du 25 au 28 juillet 2022. Cependant, comme pour se consoler, il a vite trouvé un coupable pour déresponsabiliser d'une certaine manière les Africains, victimes à ses yeux de la propagande de RT et de Sputnik news. Or, les faits surabondent pour un constat contraire. Les centres d'intérêt des auditeurs, téléspectateurs ou encore des internautes africains sont en déphasage avec ce que l'on semble percevoir de l'autre côté de la Méditerranée ou outre atlantique. Les recherches camerounaises sur Google, qui domine le marché des moteurs de recherche sur internet au niveau mondial l'illustrent d'une certaine façon.

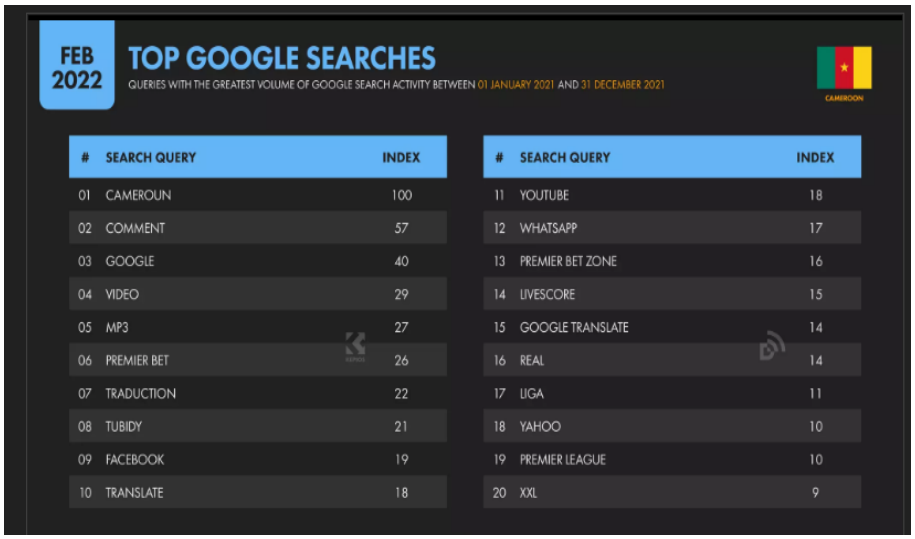


Figure 4. *Recherches les plus effectuées sur Google au Cameroun en 2021(Source :datareportal.com le 20 décembre 2022)*

Ces thématiques de recherche trouvées dans la blogosphère camerounaise de Google sont en cohérence avec celles qui traitent de la fréquentation des sites web.

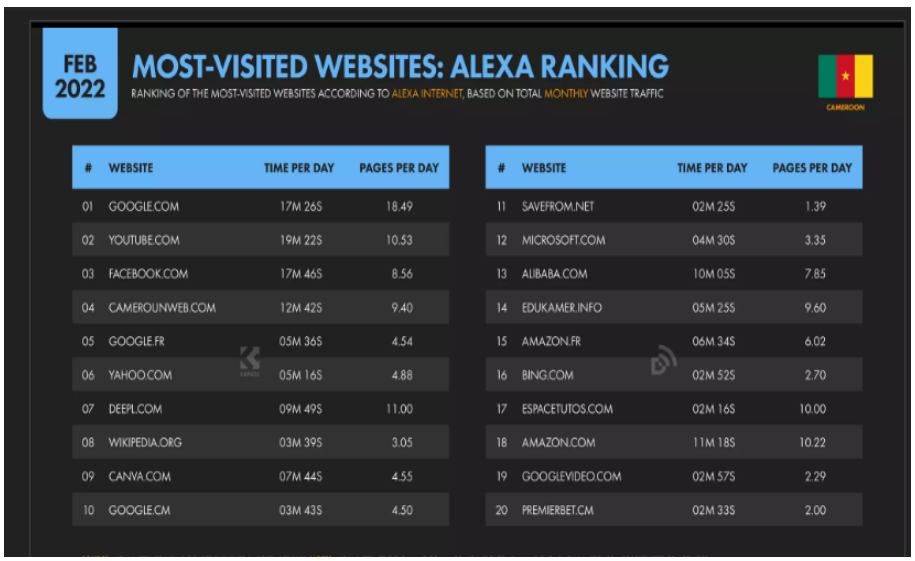


Figure 5. *Sites web les plus fréquentés au Cameroun (Source :datareportal.com le 20 décembre 2022)*

Ces faits attestent réellement d'une déconnexion véritable du continent d'une éventuelle influence des médias russes. Il faut dès à présent aller au-delà de la position occidentale d'une manipulation de l'opinion par les mass media russes, afin de trouver les raisons de la non-adhésion africaine à l'initiative d'isolation diplomatique exaltée par leurs médias mainstreams.

2.2. Conflit armé en Ukraine au-delà de la propagande médiatique : l'histoire comme forgeron de l'opinion africaine

L'opération militaire russe en Ukraine en tant que fait de société international majeur ne peut évidemment pas échapper à l'actualité. C'est un sujet phare du traitement médiatique. En général, les crises sont du bon grain à moudre pour les médias pour captiver l'audience. Mais dans le cas d'espèce, la particularité du traitement médiatique dans le conflit armé russo-ukrainien est que les acteurs médiatiques les plus en vue commencent leur affrontement sur le champ de bataille. Autrement dit, les médias qui traitent en primeur cette actualité sont en quelque sorte les porte-voix des parties en conflit. Le traitement médiatique de ce conflit est juste le prolongement du champ de bataille réel. C'est la raison pour laquelle, sa version médiatique diverge en fonction du/des belligérant(s) représenté(s). On se trouve naturellement dans une actualité diamétralement opposée, où la vérité de l'un est le mensonge de l'autre. Chacun y va donc de sa propagande pourrait-on dire, dans l'optique de rallier au maximum à sa cause les millions d'indécis. De part et d'autre, le but poursuivi est de se légitimer soi-même et de délégitimer l'autre. Cette action comme souligné, vise principalement les publics étrangers au conflit. C'est en cela que l'Afrique apparaît intéressante dans cette course médiatique à la quête des alliés dans l'optique de triompher sur le terrain militaire.

L'utopie d'une société monde entraîne que tout fait de société est potentiellement une question mondiale. Même dans les affaires strictement internes, le regard des autres se fait de plus en plus légitime. En essayant d'intéresser les tiers, chacun des protagonistes tente de faire basculer le conflit en sa faveur pour un heureux dénouement. L'investissement fait par les médias vise cet objectif, surtout en présence des protagonistes visiblement invulnérables à la contrainte militaire. En ce qui concerne particulièrement la Russie, il va de soi que son affaiblissement risque ne pas être possible par des moyens militaires. Elle représente en effet une puissance militaire que penser à lui opposer une force létale pourrait engendrer une déflagration aux conséquences incalculables. La chose la plus évidente, consiste à la mettre en quarantaine. Comme des individus qui ne peuvent vivre en solitaire, des États sont aussi appelés à se regrouper. Isoler un État de la communauté des entités étatiques, revient à lui assécher de toute substance vitale. C'est ce que visent notamment les Occidentaux, protagonistes d'un autre genre dans le conflit russo-ukrainien. Ainsi, les contrées tierces comme l'Afrique revêtent dès lors toute leur importance stratégique. Car, si les Occidentaux ont déclenché ce processus d'isolation, ils attendent d'être rejoints par d'autres nations du monde pour crédibiliser leur démarche. Pour un impact significatif, il faut complètement assécher la Russie de toute sève nourricière.

Si le lobbying diplomatique peut être une voie pour y parvenir, le grand défi reste celui de la conquête de l'opinion, celle africaine dans le cas spécifique. Les amitiés et les complicités de pouvoir peuvent aider ou susciter un ralliement. Mais ce n'est pas suffisant pour faire basculer les décisions politiques dans le sens voulu. Pour revêtir la plénitude de la force, celles-ci ont besoin d'un minimum de soutien populaire. L'action des médias dans ce sens s'en trouve décisive. Car, si isolation diplomatique il doit y avoir, elle ne peut pas être seulement une affaire élitaire, mais provoquer l'adhésion de la masse. Les élites surtout dans des sociétés critiques sont en réalité une émanation de la masse. Elles y tirent leur force. Faire adhérer l'Afrique à la lecture occidentale du conflit armé en Ukraine revient donc à toucher cette masse, bref à gagner la bataille de l'opinion dans l'arène médiatique.

Or précisément, dans le cas spécifique, il y a une erreur dans l'identification de l'arène. Sur ce coup, les médias ne sont pas faiseurs d'opinion. L'opinion africaine qualifiée par Emmanuel Macron le 25 juillet à Yaoundé d'hypocrisie africaine, ne naît pas le 24 février 2022, jour du déclenchement du conflit armé en Ukraine. Le prétendre, c'est ignorer la sécularité des relations entre l'Afrique et l'Occident. Des relations qui cependant n'ont pas toujours été harmonieuses. Le plus souvent même, elles ont été empreintes de heurts, de douleurs et de malheurs. Ce vécu dramatique s'impose cependant comme le sort d'une partie. En fait dans cette relation, la partie africaine ne cesse de gémir, de se plaindre, d'exprimer sa détresse, d'évoquer sa souffrance. Ces siècles de souffrance ont participé à se forger une idée sur l' *alter ego* occidental, mais surtout à développer un état d'esprit antipathique. Il y a un fort rejet de tout ce qui concerne l'Occident. Un rejet qui est en réalité une forme d'exorcisme de la longue souffrance.

En fait, pour des millions d'Africains, l'Occident est un problème, l'épine au pied qui empêche d'avancer. Il y a une telle représentation néfaste de lui qui ne laisse aucune porte à la moindre lucidité, au doute, à l'interrogation. Cette perception dépasse de très loin dans le temps RT ou Sputnik malheureusement pris en partie par les sociétés occidentales. Il y a manifestement une forme de cécité à rendre ces médias coupables du rejet occidental en Afrique. On leur prête trop de pouvoir alors même que le débat est celui d'une histoire relationnelle qui accouche sans cesse des frictions et des déceptions. Elle forge par la suite des caractères, des attitudes, des perceptions qu'aucun travail médiatique aussi lénifiant soit-il, ne peut réussir à altérer. Et le drame semble se répéter incessamment, en s'enracinant dans le quotidien. Cependant, tout laisse croire que la détresse exprimée par les Africains n'est point pertinente du côté occidental. Cela donne l'impression d'une incompréhension de part et d'autre. L'attitude occidentale est celle d'une partie qui ne se reproche de rien, correcte dans ses agirs et par conséquent galvanisée et déterminée à garder le cap. Les plaintes africaines à l'égard de l'Occident donnent donc à voir l'image d'une caravane qui poursuit son chemin la conscience tranquille. Cette cohabitation du bien et du mal, installe dans une situation similaire à un dialogue de sourds où ce qu'une partie voit diverge totalement d'avec ce que l'autre perçoit.

Le plus important ne se trouve pas cependant dans cette divergence de vues. Mais plutôt dans les impacts qu'elle produit et qui amène singulièrement l'Afrique à se projeter vers la rupture ; dans le moindre mal à accorder peu d'attention à cette relation où elle se sent abusée. Son expérience relationnelle avec l'Occident lui sert par ailleurs de grille d'analyse des rapports que ce dernier entretient avec d'autres peuples. L'Afrique s'y voit en réalité, d'où le parti pris évident en faveur du non-occidental ; en somme une solidarité des abusés. C'est un fait foncièrement ancré que l'Occident constitue un fossoyeur des espoirs de l'Afrique, la poussant à la quête des solutions alternatives. Les lueurs d'espoirs du continent inscrits dans les imaginaires ont été toutes stoppées par la furie d'un Occident viscéralement opposé à l'émancipation.

De ce fait, en Afrique, c'est plutôt le passé qui joue en faveur de la Russie et non pas comme le dirait Emmanuel Macron des « officines de désinformation » que sont RT et Sputnik news. L'histoire de l'Afrique fait en effet de la Russie un pays sympathique. La Russie est chez elle en Afrique, grâce à un passé amical. A la différence de l'Occident, les relations entre l'Afrique et la Russie ont été tout au long de l'histoire chaleureuse. Là où l'Occident apportait l'asservissement, l'assujettissement, la Russie (Ex-URSS) tendait la perche de l'émancipation. La colonisation occidentale juste pour s'attacher à ce seul fait dramatique parmi tant d'autres, a été une atroce expérience déshumanisante de l'Africain. C'est une expérience comme dirait Aimé Césaire (2000), de pillage, de meurtre, de corvée, de fouet, de mutilation, d'infantilisation, de chosification. Cette expérience douloureuse a laissé des plaies béantes qui ont du mal à cicatriser et qui se transmettent de génération en génération. Beaucoup d'Occidentaux sont d'ailleurs souvent agacés du refus de l'Afrique d'oublier ce traumatisme. Ils le voient comme une parenthèse, un épisode court, qui ne doit aucunement être ressassé dans le présent. Emmanuel Macron aime d'ailleurs déclarer avec fierté appartenir à une génération qui n'a pas connu la colonisation dans ses multiples tournées africaines où ce sujet est abordé. Il tente par-là de souligner la nécessité pour l'Afrique contemporaine de tourner le dos au passé et d'accepter un nouveau pacte, qui lierait les nouvelles générations qui n'ont pas connu la colonisation, ce rapport absolu de servitude et d'asservissement. L'attitude du président français traduit dans une certaine mesure une honte vis-à-vis de ce passé d'inhumanisation de l'homme africain. A contrario, on voit plutôt la Russie exulter le passé. Pour elle, ce passé avec l'Afrique est glorieux. Quand l'Occident travaille à son effacement, la Russie incite plutôt à son rappel.

De quoi est-il fait ce passé pour les Russes ? Il est fait d'un travail acharné pour sortir le continent de l'étau de la colonisation. Là où les Occidentaux tenaient à leurs prises (colonies), les Russes ont œuvré à briser ces chaînes de captivité, en apportant un appui multiforme. L'URSS était la terre d'asile favorite de tous les persécutés du régime colonial. Ils y trouvaient du réconfort, mais plus encore des ressources cruciales pour nourrir la lutte de libération nationale. Parce que dans certaines contrées l'opposition à la décolonisation a été si farouche qu'elle a imposé une lutte armée (Cameroun, Algérie, Angola), très coûteuse et exigeante en ressources. Il fallait bien trouver ces ressources quelque part. L'ex-URSS en a été une grande

pourvoyeuse : formation des combattants, dotation du matériel de combat, conseil stratégique, lobbying diplomatique, etc. Il y a donc une part de dette que les pays africains doivent à la Russie (ex-URSS) pour leur accès à la souveraineté internationale. Et une dette ne s'oublie pas, elle se paye. L'Afrique le fait à sa manière, en veillant à ménager ce sauveur d'hier en confrontation aujourd'hui avec son bourreau du passé. D'autant plus que ce passé n'est pas toujours lointain, mais parfois récent. Dans la tragédie des grandes figures africaines, l'Afrique n'a jamais cessé d'y voir la main maléfique occidentale. De Lumumba à Kadhafi, en passant par Amical Cabral ou Thomas Sankara, toutes ces figures de l'utopie et de la grande espérance, dans l'entendement africain ont été victimes de l'impitoyable impérialisme occidental. Ce sont des perceptions fortement enracinées. Il n'y a pas de place pour une éventuelle spéculation dans l'esprit des Africains qui amènerait à chercher d'autres coupables. Car, grâce aux prouesses technologiques des médias, certaines situations ont été vécues en live. Le traumatisme laissé par la retransmission instantanée des médias mainstreams du meurtre de Mouammar Kadhafi le 20 octobre 2011 continue à nourrir des ressentiments à l'égard des Occidentaux. La rancune née, n'est pas près de s'estomper d'aussitôt, mais à perdurer dans le temps au fil des générations. Une telle rancune rend service à la Russie et à d'autres puissances extra-occidentales aujourd'hui comme demain.

Conclusion

La sémantique de l'agression construite sur le seul socle de la communication médiatique, ne peut produire les résultats probants en tout temps. Si les milieux occidentaux y adhérent facilement, il est illusoire de croire que la réalité peut être identique partout, et particulièrement en Afrique. L'argument des médias russes RT et Sputnik qui participerait à brouiller le message de l'agression reste faible, au vu de la très légère exposition des populations africaines à leurs programmes. L'explication doit donc être recherchée ailleurs, notamment dans l'histoire des relations entre l'Afrique et l'Occident. Cette histoire donne des indices sur la surdité du continent à l'égard d'une communication qui présente la Russie comme un bourreau. L'histoire presque sans heurts de l'Afrique avec cette dernière, lui permet de jouir d'une meilleure considération dans les imaginaires. Les opinions sont donc faites depuis longtemps, enracinées comme sur du roc. Et ce n'est pas forcément l'usage d'une sémantique (agression) honnie par la scène internationale contemporaine, qui participerait à leur facile évolution.

Références

Audinet, M. (2017, avril). RT, pièce maîtresse de la stratégie d'influence russe. *Le Monde diplomatique*, 756, 6-7.

Becker, H. (2012). *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*. Paris. Métaillé.

Berelson, B., Lazarsfeld, P.& McPhee, W. (1986). *Voting. A study of opinion formation in a presidential campaign*. Chicago. University of Chicago Press.

Césaire, A. (2000). *Discours sur le Colonialisme*. Paris. Présence Africaine.

Organisation des Nations Unies (1945). Charte des Nations Unies.

Corporate Europe Conservatory, (2019). Europe's two-faced authoritarian right: 'anti-elite' parties serving big business interests. 15 May 2019.

Anne-Marie Gingras, A-M (2003). Les théories en communication politique. Anne-Marie Gingras (dir.), *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*, Québec, Presses Universitaires du Québec,11-66.

Katz, E. & Lazarsfeld, P.(2008). *Influence personnelle*. Paris. Armand Collin.

Lang, G.E& Lang, K. (1981). Watergate : an exploration of the agenda-building process. In Wilhoit, C. & De Bock, H.(eds). Mass communication review yearbook. Vol.2. Beverly Hils, CA/London, 447-468.

Lazarsfeld, P., Berelson, B. & Gaudet, H. (2021). *The people's choice. How the voter makes up mind in a presidential campaaign*. New York. Columbia University Press.

Lebourg, N. (2016). Les dimensions internationales du front national. *Pouvoirs,* 157, 105-113.

Limonier, K. & Gérard, C. (2017). Guerre hybride russe dans le cyberespace. *La Découverte/ Hérodote,* 166-167 (3), 145-163.

Limonier, K. (2014). La Russie dans le cyberespace : représentations et enjeux. *La Découverte |Hérodote*, 152-153 (1), 140 -160.

Marin, C. (2017, avril). Les principales chaînes mondiales d'information en continu. *Le Monde Diplomatique*.

Mattelart, T. (2018). Russia Today et le renouveau médiatique russe : de la projection mondiale du Kremlin à la « réinformation » en France. *Annuaire Français de Relations Internationales*, Volume XIX, 927-945.

McCombs, M.E., & Shaw, D.L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public Opinion Quarterly*, n°36, 176-187.